

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	V
Principales abréviations	VII
Remerciements	IX
Préface	XI
Introduction	1
§ 1. L'intérêt d'une recherche sur l' <i>obiter dictum</i> en droit français	3
A. La définition de l' <i>obiter dictum</i> en droit anglais	4
B. L'apparition de l' <i>obiter dictum</i> en droit français	6
1) Des <i>obiter dicta</i> dans les arrêts de la Cour de cassation	7
2) Des <i>obiter dicta</i> dans les décisions du Conseil constitutionnel	9
3) Des <i>obiter dicta</i> dans les arrêts du Conseil d'État	12
§ 2. La délimitation de l'étude sur l' <i>obiter dictum</i> en droit du contentieux administratif	16
A. Le choix d'une juridiction : le Conseil d'État	19
B. Le choix d'une période : 1995-2011	22
1) L'apparition des <i>obiter dicta</i> du Conseil d'État avant 1995	23
2) La multiplication des <i>obiter dicta</i> du Conseil d'État depuis 1995	27
§ 3. Les enjeux de la recherche sur les <i>obiter dicta</i> du Conseil d'État	32
A. Les problèmes méthodologiques liés à l'objet d'étude	32
B. La problématique soulevée par le sujet d'étude	36

Première partie

La notion d'*obiter dictum*

Titre 1. L'identification des <i>obiter dicta</i>	45
Chapitre 1. L'identification par référence à la méthode de l'économie des moyens	47
Section 1. La méthode de l'économie des moyens	47
§ 1. Une méthode à la portée élargie	48
A. L'hypothèse usuelle de l'accueil de la demande	49
1) La limitation du juge à un moyen	50
a) Un moyen soulevé par le demandeur	50

b) Un moyen relevé d'office par le juge	51
2) La sélection par le juge du moyen	52
a) Le moyen le plus évident	52
b) Le moyen le plus éclairant	53
B. L'hypothèse additionnelle du rejet de la demande	54
1) Les silences du juge à l'égard du défendeur : les fins de non-recevoir	54
2) Les silences du juge à l'égard du demandeur	56
a) Les moyens inopérants	56
b) Les arguments	58
§ 2. Une méthode à la valeur limitée	59
A. Une pratique dépourvue de valeur juridique	59
B. Des exceptions à la méthode	62
1) Une confirmation expresse : les recours assortis de conclusions en injonction	62
2) Une exception législative : le contentieux de l'urbanisme	66
3) Une exception jurisprudentielle : la modulation dans le temps des effets d'une annulation	70
Section 2. Les obiter dicta, dérogations à la méthode de l'économie des moyens	75
§ 1. Les arguments du juge surabondants	76
A. Un argument surabondant à l'appui d'un moyen retenu	76
1) Un sur-argument	76
2) Un sous-argument	78
B. Un argument surabondant à l'encontre d'un moyen écarté	80
1) Un moyen non fondé	80
2) Un moyen voué au rejet	81
a) Un moyen manquant en fait	82
b) Un moyen inopérant	83
§ 2. Les motifs du juge surabondants	85
A. Un motif surabondant à l'appui d'une requête accueillie	85
1) Un motif retenant un moyen additionnel	85
2) Un motif écartant un autre moyen	88
B. Un motif surabondant à l'encontre d'une requête rejetée	91
1) Des conclusions rejetées au fond	91
2) Des conclusions rejetées sans examen au fond	93
a) L'incompétence du juge	93
b) L'irrecevabilité des conclusions	94
Chapitre 2. L'identification par référence à la règle interdisant l'<i>ultra petita</i>	97
Section 1. La règle interdisant l'<i>ultra petita</i>	98
§ 1. La triple portée de la règle	99

A. L'objet du litige	100
B. Les moyens et la cause	103
C. Les parties au litige	106
§ 2. La valeur juridique de la règle	109
A. Une règle générale de procédure	109
B. Des exceptions à la règle	111
1) Des exceptions relatives à l'objet du litige : les pouvoirs du juge de plein contentieux	111
a) Le contentieux électoral	112
b) Le contentieux contractuel	114
2) Une exception relative aux moyens : les moyens d'ordre public	117
Section 2. Les <i>obiter dicta</i>, dérogations à la règle interdisant l'<i>ultra petita</i>	119
§ 1. Les incidentes du juge sur un autre objet	121
A. L'adjonction de conclusions principales	121
1) Les glissements entre excès de pouvoir et plein contentieux	121
a) De l'excès de pouvoir au plein contentieux	121
b) Du plein contentieux à l'excès de pouvoir	124
2) Les glissements entre référés en urgence	125
B. L'adjonction de conclusions accessoires	127
§ 2. Les incidentes du juge sur un autre moyen	128
A. L'indication d'un moyen non soulevé en demande	128
B. L'indication d'un moyen non soulevé en défense	129
§ 3. Les incidentes du juge sur une autre partie	131
A. La désignation d'un nouveau défendeur	131
B. La désignation d'un nouveau demandeur	132
Conclusion du titre 1	134
Titre 2. La définition de l'<i>obiter dictum</i>	137
Chapitre 1. Les définitions négatives de l'<i>obiter dictum</i>	139
Section 1. La définition de l'<i>obiter dictum</i> par opposition à la <i>ratio decidendi</i> en <i>Common Law</i> anglais	139
§ 1. Le rôle premier de la <i>ratio decidendi</i>	141
A. Des motifs décisifs	141
B. Une valeur impérative	145
§ 2. Le rôle secondaire de l' <i>obiter dictum</i>	149
A. Un motif non décisif	149
B. Une valeur persuasive	152

Section 2. La définition de l' <i>obiter dictum</i> du Conseil d'État par différenciation avec le <i>Common Law</i> anglais	158
§ 1. Les dissemblances relatives aux <i>rationes decidendi</i>	158
A. La présence de considérants de principe	159
1) La formulation <i>ab initio</i> et <i>in abstracto</i>	159
2) La coexistence de <i>rationes decidendi</i> et d' <i>obiter dicta</i>	164
B. L'autorité de chose jugée des motifs décisifs	169
§ 2. Les dissemblances relatives aux <i>obiter dicta</i>	172
A. L'absence d'opinions séparées	172
B. L'autorité jurisprudentielle des <i>obiter dicta</i>	175
 Chapitre 2. La définition positive de l' <i>obiter dictum</i>	 181
Section 1. Le critère formel : un énoncé juridique formulé au sein d'un acte contentieux	182
§ 1. L'exclusion des documents institutionnels annexes	183
A. Les communiqués de presse	185
B. Les conclusions du rapporteur public	188
§ 2. L'inclusion dans les arrêts et avis contentieux	193
A. Les arrêts	193
1) L'insertion usuelle des <i>obiter dicta</i> dans les motifs	193
2) L'insertion occasionnelle d' <i>obiter dicta</i> dans les visas	196
B. Les avis contentieux	200
 Section 2. Le critère matériel : un énoncé juridique superflu pour la solution contentieuse	 204
§ 1. Les rattachements variés du lien logique	204
A. La réponse aux conclusions des parties dans les arrêts	204
1) Les conclusions en cassation et au fond	205
2) Les conclusions principales et accessoires	206
B. La réponse à la question du juge dans les avis contentieux	209
1) Le premier filtre de la question renvoyée par le juge <i>a quo</i>	210
2) Le second filtre du litige devant le juge <i>a quo</i>	214
§ 2. La nature graduée du lien logique	216
A. Une nécessité contentieuse faisant défaut	216
B. Une utilité contentieuse posant question	219
 Conclusion du titre 2	 221
Conclusion de la première partie	223

Seconde partie
Les fonctions de l'*obiter dictum*

Titre 1. La fonction jurisprudentielle des <i>obiter dicta</i> : une doctrine normative du juge	231
Chapitre 1. Une fonction normative : la création de précédents	235
Section 1. La création par les <i>obiter dicta</i> de règles jurisprudentielles	238
§ 1. Une création interprétative de texte	238
A. L'interprétation de la loi dans un avis contentieux	240
B. L'interprétation de la loi dans un arrêt	242
§ 2. Une création indépendante de texte	244
A. L'extension matérielle de la jurisprudence	245
B. La dimension temporelle de la jurisprudence	249
Section 2. L'insertion des <i>obiter dicta</i> dans un système précédentiel	254
§ 1. Un système précédentiel proche du <i>Common Law</i>	258
A. L'instantanéité de la jurisprudence anglaise	260
B. La souplesse de la jurisprudence américaine	263
§ 2. Un système précédentiel original	272
A. L' <i>obiter dictum</i> , un précédent abstrait et général	273
B. Le Conseil d'État, juge-législateur ?	276
Chapitre 2. Une fonction doctrinale : la systématisation des précédents	283
Section 1. La systématisation par les <i>obiter dicta</i> de règles jurisprudentielles	287
§ 1. Une systématisation rétrospective	288
A. La répétition d'une jurisprudence univoque	288
B. La clarification d'une jurisprudence équivoque	290
§ 2. Une systématisation prospective	293
A. La formulation anticipative d'une jurisprudence	293
B. La délimitation préventive d'une jurisprudence	296
Section 2. L'insertion des <i>obiter dicta</i> dans une politique jurisprudentielle	301
§ 1. Une doctrine organique	302
A. Le Conseil d'État, nouvel organe de doctrine	303
B. Le Conseil d'État, juge-professeur ?	306
§ 2. Une communication institutionnelle	312
A. Les <i>obiter dicta</i> , nouveau support de communication	313
B. Le Conseil d'État, juge-interlocuteur ?	315
Conclusion du titre 1	321

Titre 2. La fonction juridictionnelle des <i>obiter dicta</i> : de la solution à la résolution du litige	323
Chapitre 1. Une fonction sur-justificative : l'acceptation de la solution	325
Section 1. La sur-justification par les <i>obiter dicta</i> de la solution juridictionnelle	325
§ 1. Les sur-justifications intrinsèques	325
A. La confortation de la solution	326
B. La compensation de la solution	328
§ 2. Les sur-justifications extrinsèques	329
A. L'indication d'une procédure administrative palliative	330
1) Une procédure administrative alternative	330
2) Une procédure administrative rectificative	331
B. L'indication d'une procédure juridictionnelle palliative	333
1) Une procédure juridictionnelle réparatoire	333
2) Une procédure juridictionnelle provisoire	335
Section 2. L'insertion des <i>obiter dicta</i> dans une politique juridictionnelle	339
§ 1. Une meilleure administration de la justice administrative	340
A. L'accessibilité de la justice administrative	343
B. La célérité de la justice administrative	345
1) Des délais raisonnables	346
2) Des délais utiles	348
§ 2. Le Conseil d'État, juge-conseiller ?	352
Chapitre 2. Une fonction sur-explicative : l'exécution de la solution	355
Section 1. La sur-explication par les <i>obiter dicta</i> de la solution juridictionnelle	356
§ 1. Les implications de la solution	356
A. Les obligations consécutives à l'annulation d'un acte positif	357
B. Les obligations consécutives à l'annulation d'un acte négatif	359
1) L'annulation d'une omission dans un acte	359
2) L'annulation d'un acte de refus	362
§ 2. Les extrapolations de la solution	364
A. Les prolongations matérielles de la solution juridictionnelle	365
B. Les prolongations temporelles de la solution juridictionnelle	366
Section 2. L'insertion des <i>obiter dicta</i> dans une politique administrative	370
§ 1. Une meilleure exécution de la décision de justice administrative	371
A. Des motifs injonctifs	375
1) La correction de l'illégalité	375
2) La concrétisation de l'annulation	377

<i>Table des matières</i>	441
B. Un dispositif supplétif	378
§ 2. Le Conseil d'État, juge-administrateur ?	380
Conclusion du titre 2	383
Conclusion de la seconde partie	385
Conclusion générale	387
Annexes	393
Bibliographie	395
Index des arrêts	430
Index des thèmes	432